

BUDGET 2025 /

Refuser l'austérité qui met en péril nos services publics

Le projet de loi de finances 2025 du gouvernement Bayrou a été adopté le 4 février, une fois de plus grâce au 49.3. Et une fois de plus, ce sont les citoyen·nes et les travailleur·ses qui vont devoir supporter les 32 Mds € de baisse de dépenses publiques, soit une réduction, jamais vue depuis 25 ans, de 2% des dépenses de l'État, et cela même alors que l'État offre près de 200 Mds € d'aides aux entreprises et que 100 Mds € de dividendes ont été versés en 2024 !



Les conséquences sont dramatiques pour nos champs et des plans d'austérité fleurissent d'ores et déjà pour les budgets dédiés à la culture, au sport et au secteur associatif dans plusieurs départements et régions.

Pour le sport, la jeunesse et l'éducation populaire, le budget 2025, c'est concrètement -61,2 M€, soit -6,80 %, auxquels s'ajoutent les reports des 2,2 Mds € de baisse de dotations aux collectivités qui affectent déjà de nombreuses associations. Ce sont pourtant elles qui compensent les défaillances de l'État depuis de nombreuses années

et font face aux conséquences toujours plus délétères pour les plus fragiles des violences économiques du capitalisme.

Ajoutée à la **baisse des crédits dédiés au Pass Culture** (72 M€ en 2025 contre 97 en 2024), cette saignée sans précédent va profondément toucher toutes les activités culturelles, sportives, périscolaires, et plus largement l'économie sociale et solidaire, avec un très fort risque de licenciements économiques dans les associations, par exemple la fin des emplois relais dans les quartiers ou la suspension des contrats de services civiques.

Dans l'Éducation nationale, si la très forte mobilisation du 5 décembre 2024, à l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique, a permis l'abandon des 4000 suppressions de postes initialement prévues, la carte scolaire que vient de publier le Ministère pour la rentrée de septembre concrétise le PLF 2025 avec 146 fermetures de classes annoncées dans le 94, 57 dans le 44, 198 à Paris.

Dans l'Enseignement supérieur et la recherche, les coupes sont à nouveau drastiques : -540 M€ pour la recherche dans l'énergie et la mobilité



durable alors que la bifurcation écologique se fait de plus en plus urgente, -77 M€ pour la vie étudiante, et près de 500 M€ de charges financières supplémentaires pour les établissements, compensées pour moitié seulement par l'État, alors que les universités sont déjà exsangues par 10 années d'augmentation d'effectifs étudiants sans moyens supplémentaires. Les effets sont immédiats : diminution des capacités d'accueil d'ores et déjà visibles dans Parcoursup, gels de postes, non-renouvellement de contractuel·les, arrêts de travaux essentiels !

Faire de la culture et de l'éducation populaire, du sport et de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, les variables d'ajustement qui permettent d'assurer toujours plus de profits aux patron·nes et aux riches n'est pas acceptable !



Il nous faut exiger partout un changement radical d'orientation budgétaire et politique, l'arrêt de ces coupes sanglantes et le renforcement des services publics !

